

## AFFRONTEMENTS SANGLANTS ET CRIME CRAPULEUX À CONSTANTINE

## Ville nouvelle ou poudrière ?

**L'accalmie retrouvée après 48 heures de heurts entre bandes rivales d'une même «unité de voisinage» aura fait long feu pour les habitants de la ville nouvelle Ali Mendjeli qui a replongé, dès dimanche soir, dans la spirale des violences orchestrées par les meutes de voyous qui envient le quotidien des dizaines de milliers d'âmes qui élisent domicile dans cette méga-cité.**

Un crime abominable dont a été victime un jeune de 28 ans sous les yeux ahuris des passants, impuissants devant la sauvagerie de la horde de criminels qui s'en sont pris à leur proie à coups de sabres. Cela s'est passé dimanche en fin d'après-midi à l'UV 8 non loin du marché Erritaj qui connaît en ce moment précis de la journée une intense activité. C'est arrivé aussi au moment où les forces de l'ordre quadrillaient encore, à quelques centaines de mètres de ce lieu, un autre îlot d'immeubles, l'UV 14 en l'occurrence, qui avait connu durant le week-end passé des échauffourées d'une rare violence entre bandes rivales qui s'adonnent depuis près de dix mois au piteux jeu des rixes sanglantes dont on ne compte plus le nombre de victimes. Une brutalité abjecte qui a franchi cette fois-ci un nouveau cap par l'usage des cocktails Molotov qui ont visé des foyers et des expéditions punitives de part et d'autre. Ceux de Fedj Errih contre le clan de Oued El Had en référence aux quartiers ou plus précisément les favelas dont sont issus les deux

groupes recasés dans des cités flambants neuves à la faveur de la politique de résorption des bidonvilles. Des cités qui offrent aujourd'hui un spectacle de désolation fait d'insalubrité et d'insécurité où les rares espaces vierges sont objet de convoitises par les groupes antagonistes.

Le contrôle de ces aires, notamment les parkings sauvages synonymes de rackets tolérés par les autorités, a été le plus souvent à l'origine des batailles rangées sanglantes qui ont émaillé périodiquement la vie de la cité. Et si la politique des recasements et les conditions qui prévalent aux différentes opérations menées sous le sceau d'un populisme absurde des autorités sont mises à l'index dans la prolifération de ce fléau, la part de responsabilité des pouvoirs publics est aussi engagée à plusieurs niveaux de la gestion même de ces cités, voire des conflits et tensions qui y surgissent de temps à autre. Pour rappel, les autorités locales avaient privilégié, il y a près d'un an, une démarche d'apaisement et de rapprochement entre les deux



Photo : DF

«entités» rivales après de graves affrontements qui ont duré plusieurs jours et dont les dommages ont été grandement ressentis par tous. Un processus qui peine à se concrétiser alors que depuis, les heurts n'ont jamais cessé et leurs auteurs épargnés des mesures coercitives prévues par la loi, et peu de progrès sur le plan de la sécurité ont été enregistrés. Preuve en est, le crime crapuleux de ce dimanche qui a ravivé le feu sur une autre poudrière latente puisque

les attaques entre les clans de la vieille ville (Casbah) et les anciens habitants du bidonville communément appelé New York se sont poursuivies jusqu'à une heure tardive de la nuit. Aussi, si rien n'est fait y compris en matière de maintien rigoureux de l'ordre, les rivalités qui existaient déjà entre les deux clans pourraient conduire à des violences autrement plus tragiques. Le climat tendu qui prévalait hier au niveau des deux unités de voisinage était palpable puisqu'à l'UV 14, les toits

des immeubles étaient bondés de groupes de jeunes qui guettaient sans relâche les mouvements des services de l'ordre comme s'ils s'apprêtaient à donner l'assaut au moindre retrait de ces derniers alors qu'à l'UV 8, l'arrestation des auteurs de l'assassinat de M.K. était diversement appréciée et ne semblait pas être d'un quelconque réconfort pour les proches de la victime qui voulaient en découdre avec le clan d'en face.

K. G.

## AÏN DEFLA

## 2 fonctionnaires arrêtés en flagrant délit de corruption

**Ce sont les éléments de la brigade de recherche et d'investigation de la Sûreté de wilaya de Aïn Defla qui ont procédé aux deux arrestations dans l'après-midi de dimanche.**

Cette opération a été menée suite à une plainte déposée par un commerçant en matériaux de construction installé à Aïn Defla, lequel avait déposé une demande d'un permis de construire depuis huit mois au niveau de l'APC, demande qui est restée sans suite.

Selon des sources crédibles, ce sont deux fonctionnaires qui ont promis au demandeur de lui faire accélérer la procédure d'obtention dudit permis contre la coquette somme de 100 millions de cen-

times. Agissant sur instruction du procureur de la République, les policiers ont demandé au plaignant de «jouer le jeu» et de fournir les sommes d'argent exigées, après que les billets aient été photocopiés. Le plaignant a alors fixé rendez-vous au premier fonctionnaire, un technicien supérieur en poste au niveau de la Direction de l'urbanisme, chargé d'établir les décisions administratives et en même temps membre du conseil d'administration de la commission chargée du suivi

de la conformité des constructions, pour la remise de la somme exigée. Le fonctionnaire incriminé, âgé de 57 ans, à trois ans de la retraite, s'est rendu au niveau du commerce de l'intéressé à bord d'une voiture du service même. C'est après qu'il eut perçu l'enveloppe qu'il a déposée près de son siège, que les policiers qui surveillaient l'opération, ont procédé à l'interpellation du fonctionnaire et à son arrestation. Le deuxième fonctionnaire, âgé de 48 ans qui occupe le poste de directeur technique chargé du suivi des constructions, au niveau de l'APC cette fois, mais qui était déjà frappé d'une mesure de suspension antérieure pour divers faits qui étaient

reprochés, est lui aussi tombé dans le piège qui lui avait été tendu. En effet, dans des conditions similaires, il a été interpellé au moment où il avait encore sur lui l'argent qui lui avait été remis.

Notons que ce n'est pas la première affaire de corruption enregistrée, la dernière en date remonte à quelques mois dans laquelle le directeur de la CNAS avait été inculpé, et condamné à une peine sévère pour un pot de vin de quelques millions de centimes. Les deux fonctionnaires, après avoir été entendus par le procureur de la République ont été placés sous mandat de dépôt lundi après-midi.

Karim O.

## JUSTICE

## Début du procès à Alger de 32 personnes impliquées dans un trafic international de voitures

**Trente-deux individus impliqués dans un trafic international de voitures, démantelé en 2010 par la police judiciaire des Sûretés de wilayas de Batna et d'Alger, comparaissent hier devant le tribunal criminel d'Alger.**

Parmi les accusés, treize individus comparaissent en état d'arrestation et quatorze dont trois femmes comparaissent en état de liberté, alors que trois autres individus sont en état de fuite. Les accusés sont notamment poursuivis pour vols avec violence, faux et usage de faux dans des documents administratifs et abus de fonction. Selon l'arrêt de renvoi, l'enquête sur

cette affaire avait débuté le 26 août 2010 à Batna lorsque les services de sécurité de cette wilaya avaient été informés qu'un groupe d'individus scannaient des dossiers administratifs relatifs à des voitures d'origine inconnue, au nom de divers concessionnaires, en falsifiant l'origine, puis en déposant ces dossiers auprès de daïras de la wilaya de Batna pour l'établissement de cartes grises.

Quatre-vingt-douze dossiers ont été découverts portant les noms des accusés.

Il s'est avéré, après des contacts avec les concessionnaires concernés dont les noms figuraient dans les documents saisis, que les voitures n'étaient pas commercialisées par leurs

soins, que les documents étaient falsifiés, et qu'en outre, trente-quatre voitures ont été volées en Europe. Selon les informations fournies par le Centre national informatique des Douanes (CNIS), ces voitures n'ont pas été introduites en Algérie par voie maritime, et seules sept de ces voitures ont été introduites sur le territoire national frauduleusement par des émigrés bénéficiant de la double nationalité.

Les investigations menées par la police judiciaire de la Sûreté de wilaya d'Alger ont abouti à la saisie d'une voiture de luxe conduite par l'un des accusés et dont le dossier déposé auprès de la daïra de Tazoult était faux.

APS

## MOSTAGANEM

## Le cambrioleur trahi par son plâtre

Un cambrioleur qui s'est introduit dans un appartement alors que son occupant était présent a été placé sous mandat de dépôt avec la jambe dans le plâtre hier, par le procureur près du tribunal de Mostaganem.

Se retrouvant nez à nez avec un homme qui se trouvait dans son salon, l'occupant de l'appartement qui a appelé à l'aide a crié de toutes ses forces pour déjouer la tentative de cambriolage et le voleur, apeuré, s'est enfui par le balcon. Ce larcin a tourné mal puisque l'auteur s'est blessé au cours de sa fuite. Ce fait divers s'est déroulé à la cité de la Salamandre vers 3 heures du matin lorsqu'un homme, A. K., âgé de 35 ans au casier judiciaire bien étoffé a tenté de voler des objets de valeur dans un appartement mais se rendant compte qu'il avait été surpris, il s'est jeté du premier étage mais en voulant sauter, il a loupé son coup et au cours de sa chute, il s'est brisé la jambe, le contraignant ainsi de se rendre aux UMC pour se faire soigner. Voilà une nouvelle preuve de l'intelligence humaine puisqu'il est vite repéré par les éléments de la police du 4<sup>ème</sup> arrondissement urbain dans la salle de soins orthopédiques en train de se faire plâtrer la jambe.

Quand au propriétaire, il s'en est sorti quitte avec une belle peur, il a eu un peu de mal à dormir mais ça aurait pu être pire.

A. B.